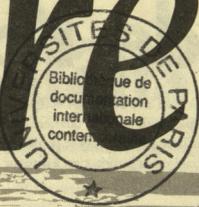


le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes
12 au 18 février 1998



10,00 F

35 heures, annualisation et gel des salaires C'est Noël pour le C.N.P.F.!

LA SEMAINE QUI VIENT de s'écouler aura été marquée par les débats parlementaires sur la loi de réduction du temps de travail (R.T.T.). Pourtant, la guérilla procédurière mise en œuvre par l'opposition peut surprendre puisque le projet socialiste a été inspiré par une loi de la droite, dite « Robien » (député U.D.F.), votée en 1996. En matière de lutte contre le chômage, la droite s'obstine à réclamer des abaissements de charges sociales pour les entreprises : c'est aussi ce que prévoit le projet Aubry avec ses aides dégressives de 5 ans pouvant aller jusqu'à 14 000 francs par salarié la première année. Enfin, la droite demande

postes. De plus, les 100 autres emplois promis seraient, selon des syndicats ayant dénoncé l'arnaque, des titularisations d'emplois précaires existants ! De leur côté, les patrons de l'Association française des banques veulent négocier les 35 heures en remettant en cause la convention collective : « Dans l'esprit du gouvernement, les 35 heures s'accompagnent bel et bien d'un gel du pouvoir d'achat [...] pendant plusieurs années » affirme un patron de banque. Le ministère de l'Économie renforce l'option des banquiers en renchérisant : « L'ancienne convention doit évoluer ». Amen ! Dans les grands magasins, l'inquiétude est grande aussi de voir les salariés travailler

de la population alors que dans le même temps, on ne touche pas aux privilèges, aux capitaux, aux bénéficiaires et à la logique de l'oppression économique et sociale organisée par une infime minorité. Jusqu'au jour où... Jusqu'au jour où nous tirerons les bilans de ce qui s'est passé en novembre-décembre 1995, puis lors du blocus des routiers, du formidable mouvement des sans-papiers enfin de celui des chômeurs et précaires. Il faudra bien se dire qu'à chaque fois nous ne sommes pas allés assez loin pour obtenir pleine et entière satisfaction. Il faudra alors se souvenir de ceux et celles qui ont promis et à chaque fois menti, qu'ils soient politiques ou leaders syndicaux.

- Superphénix :
• une vraie-fausse victoire
• page 5
- Chômeurs :
• la lutte continue
• page 3 et 8



toujours plus de flexibilité, annualisation du temps de travail, baisse des salaires... Et c'est ce que propose la gauche comme contrepartie au patronat pour qu'il applique la R.T.T. (cf M.L. n° 1105 et 1109) ! En fait, ce qui poserait problème à la droite et aux patrons, c'est la date butoir des ler janvier 2000 et 2002. Voilà toute la « différence » avec une gauche de plus en plus gauche, et de moins en moins plurielle quand il faut défendre la loi sur les 35 heures.

Le patronat aussi continue à montrer son opposition au projet : ces pantalonades ne doivent pas nous leurrer. Le patronat aime les R.T.T. de droite ou de gauche. La preuve ? Le pôle Eau de la Générale des eaux a proposé une réduction du temps de travail avec un gel des augmentations et des primes pendant deux ans, un réaménagement des horaires sur six jours au lieu de cinq : 700 emplois sont promis. Or ces embauches proviennent des départs naturels (environ 600) : il n'y a donc pas création de

avec des horaires peu conventionnels, et six jours par semaine une fois les 35 heures négociées. À son tour, la fédération des exploitants de salles de cinéma vient de signer un accord avec les syndicats représentant (mal, très mal) les salariés. Cet accord prévoit 35 heures hebdomadaires avec embauche à hauteur de 10 % des heures effectuées. Certaines contreparties sont déliantes : réduction de charges sociales pendant sept ans, gel des salaires pendant deux ans dans la limite de 3 %, gel définitif de la prime d'ancienneté, annualisation du temps de travail...

Des luttes nécessaires

On voit bien que la pression sur les salariés est intolérable et que l'on doit parler de partage des salaires dans le partage du travail tel qu'il est conçu par la gauche. Nous n'avons cessé de le dire depuis le début : cette baisse du temps de travail est un nouvel aménagement du capitalisme. La résistance du C.N.P.F. est factice. Aidés par les politiques au pouvoir et sous couvert de justice sociale, les patrons organisent la précarité pour tous sans résorber le chômage. Nous ne cessons de partager nos ressources, de diviser nos revenus, d'hypothéquer l'avenir de l'écrasante majorité

Nous devons alors en tirer les conséquences pour les prochaines luttes qui risquent de se déclencher dans le cadre des conséquences de la R.T.T. Mais déjà, puisque les mouvements sociaux s'accroissent et balaient en profondeur la société française et les consciences sociales, puisque les pratiques à caractère libertaire tendent à se généraliser (action directe, démocratie directe, multiplication de collectifs de lutte autonomes), et que les thèmes de résistance sociale, de libre circulation de tous, de partage des richesses surgissent enfin de l'ombre... il nous appartient plus que jamais de poser des jalons pour une révolution sociale et libertaire faite d'égalité, d'entraide et d'autogestion.

Pour finir là : cette semaine aura été marquée par les réactions des principaux leaders syndicaux à l'annonce de la création d'un « revenu minimum mensuel », sorte de S.M.I.C. bis et à la nouvelle mesure annoncée par Aubry de travailler 39 heures hebdomadaires et de récupérer avec des jours de repos. Les pyramides syndicales s'éveillent. Pourtant, elles signent certains des accords évoqués plus haut. Par chance, certains syndicalistes sont plus méfiants et moins consensuels. C'est sûr, ceux là au moins lisent le Monde libertaire.

Daniel. - groupe du Gard

Le Monde libertaire

à nouveau cité à comparaître devant la chambre correctionnelle du Tribunal de Paris.

Après Le Pen puis le ministre de l'Intérieur Debré, c'est le maire socialiste de Noisy-le-Grand qui voudrait faire taire notre hebdomadaire

EDITORIAL

La semaine passée, un quotidien nous apprenait que l'État du Parana au Brésil sacrifiait un terrain protégé dans une zone de sources pour la future usine Renault. De plus, cet État financera à 40 % l'opération et Renault, des quatre milliards d'investissements annoncés, n'en déboursa qu'un seul. Cela, ce n'est pas de la violence, c'est de la géographie.

Autre nouvelle : Eurocopter, le groupe franco-allemand, veut vendre 145 hélicoptères de combat à la Turquie. Certes, ce ne sont pas les Kurdes qui empocheront les 20 milliards de ce contrat, mais comme déclarent les dirigeants de la firme « si nous ne vendons pas ces hélicoptères, ce seront d'autres qui le feront et cela ne changera rien ». Cela, ce n'est pas de la violence, c'est du bon sens.

On savait déjà qu'un Français sur quatre n'avait plus les moyens de se soigner. Depuis quelques jours, les médecins redécouvrent que le taux de suicide grimpe avec le taux de chômage et la crise économique. Quelle nouveauté, messieurs les spécialistes ! Mais cela, ce n'est pas de la violence, c'est de la sociologie.

François Pinault, P-d.g du Printemps, de la F.N.A.C., qui pèse 15 milliards de francs, ne paie pas d'impôt sur la fortune grâce à son pognon et à des détournements légaux de la loi. Un jeune, à Strasbourg, pour avoir aidé à préparer un cocktail molotov a été condamné à neuf mois de prison ferme. Cela n'est pas de la violence, c'est de la justice.

Depuis plusieurs années, l'intérim a un succès fou auprès des patrons. De conjoncturel, il est devenu structurel en ce qui concerne les modes de production. Cependant, comme le déclare un haut responsable de ce secteur : « Aujourd'hui, les patrons ont bonne conscience d'avoir à leur disposition des structures qui reprennent les intérimaires à la fin de leur mission ». Cela n'est pas de la violence, c'est de l'humanisme.

Au final, si certains avaient des doutes, et souhaitaient se rebeller, il y a les lois sécuritaires, Vigipirate, les C.R.S., nos jeunes agents de sécurité, les cours de morale citoyenne et, en prime, bientôt des élections. Cela n'est pas de la violence, c'est tout simplement l'État.

ISSN 0026-9433 - N° 1110

M 2137-1110-10.00 F



F.P. 2520

Abrégé de l'anarcho-syndicalisme

S I L'ON COMMENCE À ÉCRIRE l'histoire d'un tel mouvement, il faut, bien sûr, traiter à la fois des hommes et des événements, mais aussi des courants de pensée souvent contradictoires qui ont nourri (ou se sont nourris de) ce mouvement; de plus, une histoire de l'anarcho-syndicalisme (une vraie) devrait embrasser ce qui s'est passé, et se passe, sur les cinq continents. Ce n'est pas une seule page qui serait nécessaire, mais bien plus, réparties sur un ou plusieurs volumes. Comme j'en suis toujours à l'introduction, en forme de précautions oratoires, il est bon de se rappeler que s'il n'existe pas (tout au moins pas à ma connaissance) d'ouvrage de synthèse sur ce sujet, on peut signaler une courte bibliographie (voir en fin d'article), incomplète elle aussi. C'est pourquoi je me contenterai dans cet article d'indiquer seulement quelques points de repère, et de noter que ce qui apparaîtra comme des redites aux lecteurs anciens du *Monde libertaire*.

c'est à dire à la fois le principe de l'émancipation de la classe ouvrière sans intermédiaire politique, et le projet de société basé sur la justice, c'est à dire sur l'égalité.

La liberté et le travail sont la base de la morale, de la force, de la vie et de la richesse de l'avenir. Mais le travail, s'il n'est pas librement organisé, devient oppressif et improductif pour le travailleur; et c'est pour cela que l'organisation du travail est la condition indispensable de la véritable et complète émancipation de l'ouvrier.

Cependant le travail ne peut s'exercer librement sans la possession des matières premières et de tout le capital social.

[...] Suivant nous, l'ouvrier ne pourra jamais s'émanciper de l'oppression séculaire, si à ce corps absorbant et démoralisateur il ne substitue pas la libre fédération de tous les groupes producteurs fondée sur la solidarité et sur l'égalité.

Extrait de la 4^e motion adoptée au congrès de Saint-Imier.

Avant 1914

On peut dater la naissance de ce qui va devenir l'anarcho-syndicalisme aux 15 et 16 septembre 1872, lors du premier congrès de l'Internationale antiautoritaire tenu à Saint-Imier (Jura suisse). Les deux motions rédigées et adoptées au cours de ce congrès soutiennent l'essentiel de l'anarcho-syndicalisme:

- autonomie ouvrière;
- action directe;
- égalité économique et sociale;
- autogestion.

Lors de la naissance (ou de la renaissance) du mouvement syndical, ces conceptions vont se heurter de plein fouet à celles des tenants du socialisme autoritaire, pour qui les syndicats ne sont que les appendices des partis politiques, et pour qui l'inégalité et la hiérarchie sont des notions naturelles et indispensables.

Si dans certains pays (Allemagne, Grande-Bretagne) le travailisme s'implante durablement, dans d'autres (Italie, France, Espagne) les tenants des thèses (et pratiques) bakouninistes

constituent le fer de lance du mouvement syndical. C'est en particulier le cas de la C.G.T. française.

La lutte d'influence entre les anarcho-syndicalistes (et/ou les syndicalistes révolutionnaires) et les sociaux-démocrates au sein de la C.G.T. d'avant 1914, trouvera un point culminant lors du congrès d'Amiens de 1905.

Le Congrès confédéral d'Amiens confirme l'article 2, constitutif de la C.G.T.: La C.G.T. groupe, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat [...].

Comme conséquence, en ce qui concerne les individus, le Congrès affirme l'entière liberté pour le syndiqué, de participer, en dehors du groupement corporatif, à telle forme de lutte correspondant à sa conception philosophique ou politique, se bornant à lui demander, en réciprocité, de ne pas introduire dans le syndicat les opinions qu'il professe au dehors.

Charte d'Amiens (1905). Extraits.

Entre les deux guerres mondiales

La Révolution russe bouleversa complètement le champ syndical. Il est non seulement absorbé par le parti unique en Union soviétique, mais l'influence d'Octobre 1917 est tellement forte que la composante « syndicat = courroie de transmission » occupe une place considérable dans le mouvement ouvrier, et coïncé entre le bolchevisme et la social-démocratie parlementariste, le courant anarcho-syndicaliste a du mal à se maintenir.

Toutefois, en décembre 1922, se reconstitue à Berlin l'Association internationale des travailleurs (initialement fondée en 1864 à Londres et dissoute par Karl Marx en 1875), et grâce à l'adhésion de fortes sections (C.N.T. espagnole, U.S.I. italienne, F.O.R.A. argentine) peut agir en profondeur (en particulier, assurer un soutien à la révolution espagnole).

Le plan organisant l'économie, dans toutes les manifestations de la production nationale, sera conforme aux plus stricts principes de l'économie sociale administrée directement par les producteurs, au travers de leurs différents organes de production désignés par les assemblées générales des diverses organisations et contrôlés à tout moment par elles.

Comme base (sur le lieu de travail, dans le syndicat, dans la commune, dans tous les organes régulateurs de la nouvelle société) le producteur, l'individu comme cellule, comme pierre angulaire de toutes les créations sociales, économiques et morales. Comme organe de relations dans la commune et sur le lieu de travail, le Conseil d'atelier et d'usine, traitant avec les autres centres de production.

Extrait du « Concept confédéral du communisme libertaire », Congrès de Saragosse de la C.N.T. d'Espagne, Mai 1936. Traduit et édité par la C.N.T. française en 1996.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08. Directeur de publication : André Devriendt. Commission paritaire n°55 635. Imprimerie : La Vigie, 24, rue Léon-Rogé, 76200 Dieppe. Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977. Routage 205 - La Vigie. Diffusion N.M.P.P.

Fondée en 1926, la C.G.T.-S.R., regroupant des militants anarcho-syndicalistes et syndicalistes révolutionnaires en France, adhère à son tour à l'A.I.T. et tente de maintenir une présence active entre la C.G.T. social-démocrate et la C.G.T.U. dominée par les communistes.

IV - Finalités et objectifs de l'A.I.T. L'A.I.T. a pour objectifs:

a) organiser et appuyer la lutte révolutionnaire dans tous les pays dans le but de détruire définitivement les régimes politiques et économiques actuels et établir le communisme libertaire.

Statuts de l'A.I.T. (extraits)

après 1944... (cas de la France, uniquement)

En 1944, tout le monde se retrouve à la C.G.T., mais dès 1946, les « anciens » de la C.G.T.-S.R. et des jeunes libéraux issus de la résistance ne supportent pas la mainmise du P.C.F. sur la C.G.T., et créent la C.N.T. On pourrait presque dire dans la foulée, les sociaux-démocrates créent la C.G.T.-F.O. en 1947. Et, plus près de nous, la C.F.T.C. se coupe en deux et donne naissance à la C.F.D.T., apparemment déchristianisée mais toujours sous l'influence de la doctrine sociale (sic) de l'Église catholique. Cette période pourrait être décrite comme une permanente atomisation du mouvement syndical (F.E.N.-E.S.U.-C.F.D.T.-C.F.D.T. en lutte; S.U.D. etc.).

...et aujourd'hui

Ce bouillonnement permanent va avoir comme conséquence, entre autres, de disperser les militants anarcho-syndicalistes dans presque toutes les structures syndicales existantes (C.G.T., F.O., C.F.D.T., F.E.N., E.S.U., etc.), ainsi qu'à la C.N.T., à son tour coupée en trois tronçons: « Vignoles », « Caen », « Tour d'Auvergne ». D'autres que moi écriront - ou n'écriront pas - ici ou ailleurs, l'histoire de leur parcours. J'aurai bien sûr tendance à développer le thème du parcours récent (depuis le congrès de février 1993) de la C.N.T. dite Vignoles. Les événements récents (mouvement des chômeurs, mouvement de sans-papiers, grève de la C.O.M.A.T.E.C.) et leur écho médiatique me dispensent d'écrire un paragraphe qui apparaîtrait comme un plaidoyer pro-boutique.

Première (fausse) conclusion

Je n'ai que très peu traité des fondements « idéologiques » de l'anarcho-syndicalisme. Pour cela je renvoie à la bibliographie. J'aimerais seulement indiquer que dans ce mouvement ne règne pas la « pensée unique syndicale ». En effet, par exemple, cohabitent au minimum deux conceptions apparemment contradictoires:

- celle du syndicat de métier, insistant sur la notion de compétence, de qualification;

- celle du syndicat unique: un site, un syndicat. C'est l'attitude actuellement adoptée par la C.N.T.

Ces contradictions apparentes mériteraient d'être débattues.

Deuxième (fausse) conclusion

Il est de tradition de tenter de préciser les points communs et les points différents du syndicalisme révolutionnaire et de l'anarcho-syndicalisme. Là encore git un débat permanent nécessaire.

Pour aider à trancher ce qui peut paraître un peu byzantin à des non-initiés, on pourrait peut-être demander un renfort inattendu au dictionnaire de M. Émile Littré. Cet érudit ne connaissait les termes - anarchie, anarchique, anarchiste - que sous leur sens négatif. Il ignorait évidemment le concept d'anarcho-syndicalisme. Mais le supplément du Littré, lui, l'a intégré, et sous une forme digne d'attention:

- Anarcho-syndicalisme. s.m. Syndicalisme révolutionnaire, de tendance libertaire.

et il ajoute:

- Anarcho-syndicaliste. s et adj. Qui appartient à l'anarcho-syndicalisme. « Il n'y aurait eu ni Confédération générale du travail, ni Bourse du travail, sans la volonté intelligente, sans l'opiniâtreté de ceux que l'on appela les anarcho-syndicalistes » (A. Salmon, la Terreur noire).

Si c'est le Littré qui le dit....

Yves Peyrart

Bibliographie:

- L'action syndicaliste - Victor Griffuelhes éd. Syndicalistes.
- L'éthique du syndicalisme - Pierre Besnard - Ed. C.N.T.
- Concept confédéral du Communisme libertaire. Ed. C.N.T.
- La Confédération générale du travail, suivi par le Parti du travail - Émile Pouget. Éd. C.N.T.
- Le congrès d'Amsterdam (1907). Éd. C.N.T.
- Etc. Consulter le catalogue de la librairie du Monde libertaire riche de 37 titres sous la rubrique « Syndicalisme ».

abonnez-vous!

Souscription Monde libertaire

janvier 1998: Morales : 350 F; Bes : 260 F; Bardou : 210 F; Amiot; 100 F; Fresnoux, Ferrie, Picard, Pataud, Gransac-Alberola, Rouge, La Chapelle, Allard, Boileau, Tejada, Mathis, Mille, Mato, Gandini, Delams A., Rosell W., Dupin S., Jouve B., Bouey, Jean-danand A., Brest J.-J., Petitdidier R., Gil A., Randon M. : 60 F; Compagnon : 20 F
Total = 2 380 F.

le monde libertaire

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot 75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08 Fax : 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé: tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays A partir du n° (inclus).

Chèque postal Chèque bancaire

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

ANARCHISME & SYNDICALISME

Le Congrès Anarchiste International d'Amsterdam (1907)

Introduction Arisne Mészáros et Maurizio Antonioli



NAUTILUS ÉDITIONS DU MONDE LIBERTAIRE

Anarchisme et syndicalisme. Le Congrès anarchiste international d'Amsterdam (1907) vient d'être co-édité par les Éditions du Monde libertaire et Nautilus.

En vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 60F (+10% de frais de port).

Chômeurs : s'inscrire dans la durée

PERPIGNAN

Interview

L'entretien qui suit a été réalisé au «local des chômeurs et précaires» à Perpignan, le 5 février 1998 par Edward (Fédération Anarchiste) en présence de Francine, Jean-Pierre, Nectar et Patrick, quatre chômeurs et/Rmistes en lutte, non affiliés à C.G.T. ou à A. C!

M.L. : Où en est le mouvement aujourd'hui à Perpignan?

Nectar : Le mouvement se cherche. Nous sommes dans une sorte de pause après une phase intense d'activisme. Aujourd'hui nous sommes dans une phase de réflexion. Il nous faut voir ce qui se passe ailleurs, comprendre la situation indépendamment des directives ou des conseils des structures A.C! ou C.G.T... Leurs analyses s'inscrivent dans une démarche, une campagne politique. Nous ne sommes pas là pour ça mais pour notre peu... Quand j'ai parlé de pause, c'est un choix délibéré. On ne peut pas tout faire. Le temps de la réflexion est un temps nécessaire...
Jean-Pierre : J'ai eu une coupure de trois semaines dans le mouvement car j'ai eu un travail saisonnier... Je pense que tout va dépendre de la réunion régionale de samedi à Montpellier (1). Le mouvement à Perpignan pourra s'enrichir de toutes les analyses et propositions des autres mouvements de chômeurs non manipulés...

Patrick : Nous avons passé la première phase qui a été celle de l'apparition du mouvement. Aujourd'hui nous en sommes à la seconde phase. Le mouvement tel qu'il existe met en évidence sa radicalisation en même temps qu'il en prend conscience... Le mouvement comprend qu'il a besoin d'informations. Or, son apparition a fait ressortir le black-out des médias et des instances politiques. De ce constat est née la nécessité de faire vivre l'information, les échanges sur les pratiques...
La deuxième phase fait émerger une autre nécessité : la coordination au niveau local, régional... Nous devons favoriser la constitution de cahiers de doléances, vérification de l'état des lieux de la misère. L'élaboration des revendications des chômeurs se fera sur la base du bilan dressé par les chômeurs eux-mêmes...

M.L. : Quelles sont les caractéristiques du mouvement à Perpignan?

Nectar : Ce n'est peut-être pas spécifique à Perpignan, mais c'est la première fois que l'on voit les chô-

meurs et les précaires sortir de l'anonymat. A.C! existe depuis un certain temps, mais les gens ne faisaient que passer, ils ne restaient pas. Aujourd'hui les gens reviennent et participent à la vie du lieu, chacun à sa mesure. C'est un point important et nouveau...

Jean-Pierre : Le taux de chômage est très important dans les Pyrénées orientales. Le mouvement a fait bouger et a sensibilisé pas mal de monde. Le mouvement semble être sur la bonne voie...

Patrick : Il serait intéressant de faire un bilan, sur la région, du mouvement depuis son origine. Comment il est apparu? Quel est son positionnement par rapport aux institutions existantes, A.C! et C.G.T.? La radicalité est certainement une de ses spécificités, mais cela rejoint le niveau national. En fait l'obtention d'une salle, assez rapidement (2), avec l'appui d'A.C! et du comité de chômeurs C.G.T., montre que des chômeurs et des Rmistes se sont réelle-

ment mobilisés sans être appelés par personne. Maintenant, les chômeurs et les précaires développent une activité dans cette même salle...
Francine : Chacun dans cette salle a le droit à la parole et peut porter sa propre réflexion...

M.L. : Quelles sont les perspectives du mouvement à court et moyen terme?

Nectar : Les perspectives à très court terme vont à l'encontre des institutions déjà existantes chez les chômeurs. Nous devons regrouper les chômeurs et les précaires, afin de ne pas être noyés dans un catalogue général. Il nous faut éviter les trucs fourre-tout. Il faut retourner vers les A.N.P.E., sur le terrain et appeler à une participation plus large. Nous n'obtiendrons que ce pour quoi nous nous serons battus...

Patrick : Pour moi, aller vers des états généraux de la misère devrait nous permettre de dresser un état des lieux afin d'avoir la vision la plus

précise possible de la situation. Nous pourrions ainsi élaborer nos revendications encore plus efficacement...

Jean-Pierre : La perspective, c'est l'amélioration des temps de travail. Nous devons gagner des plages de liberté. Nous devons travailler selon nos besoins et selon nos moyens...

Francine : Les C.E.S. sont des précaires. Les associations qui les emploient se comportent comme de vrais patrons. Sous prétexte d'altruisme, des associations font leur beurre sur le dos des C.E.S. Il nous faudrait les éveiller afin qu'ils rejoignent le mouvement...

Pour contacter le Collectif des chômeurs et précaires en lutte, écrivez au 52, rue Foch à Perpignan

(1) Il s'agit d'une réunion qui devrait regrouper «toutes» les structures régionales de lutte des chômeurs, même si c'est A.C! qui organise cette rencontre.
(2) Une dizaine de jours après le début du mouvement

RENNES

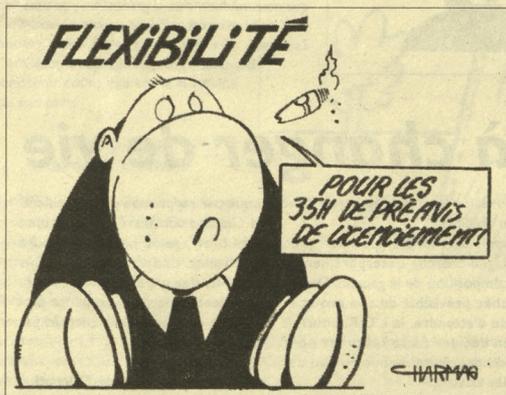
Nous ne nous résignons pas

LE MOUVEMENT DES CHÔMEURS ET PRÉCAIRES en lutte a eu deux semaines pour franchir un palier. Non seulement les modes de fonctionnement autogestionnaires (mandatements, rotation des délégués, prises de décision collectives) font notre quotidien, mais encore la détermination des copains s'est affirmée. Après un flottement dû à la C.G.T. qui en quittant le navire aurait aimé le voir sombrer (dénonciation de manipulateurs, de « casseurs » voulant décrédibiliser le mouvement), des actions bien menées collectivement (occupation de la mairie, du Conseil général, d'E.D.F.-G.D.F., de la gare S.N.C.F.) et selon les modalités définies en A.G. ont renforcé notre détermination. Le mouvement a la volonté de rester autonome et de ne pas se lier à quelque organisation que ce soit. Cela permet au mouvement, au moment où les associations nationales de chômeurs suspendent les actions jusqu'au 7 mars pour cause de campagne électorale, de pouvoir continuer les luttes et même de les accentuer. Le mouvement à Rennes s'installe ainsi dans la durée.

Depuis un mois, le conflit a bien changé. Le mouvement ne peut plus viser simplement le coup d'éclat médiatique puisque la presse et la télévision soit nous ignorent (quand elles le peuvent), soit pratiquent la désinformation. Amalgames, insinuations, mensonges, refus de faire paraître des rectificatifs, toute la gamme des crâpuleries journalistiques est employée pour décrédibiliser le mouvement. Au sein des A.G., les libertaires ont toujours exprimé leur défiance par rapport aux médias et refusé d'en rester à une

pratique médiatique de la lutte. Si notre point de vue était loin de faire l'unanimité quand la presse nous poursuivait de ses assiduités, aujourd'hui comme les faits sont têtus, l'opinion générale a changé et des actions se préparent. Par ailleurs, le mouvement a entamé un bras de fer avec la mairie pour obtenir un local suffisamment grand et central pour que nous puissions continuer les A.G. quotidiennes et nous structurer sur un plus long terme. Vendredi 6 février, nous avons donc de nouveau occupé la mairie. La négociation a abouti à une impasse, la mairie nous proposant comme local une ancienne salle de classe très excentrée. Elle nous cédait volontiers de nombreux avantages matériels, car elle sentait bien que ce local rendrait difficile le déplacement des chômeurs qui comptent beaucoup sur les transports en commun. Après plusieurs heures de « dialogue », la mairie n'avait toujours aucun autre local à nous proposer et préférait appeler la police pour déloger les manifestants qui s'approprièrent à s'installer pour la nuit au service de l'état civil. C'est aux cris de « P comme police et S comme salaud », bas le Parti socialiste » que nous nous sommes rendus place de la mairie en promettant aux flics, qui depuis l'occupation de la gare nous suivent à la trace, de revenir bientôt. La lutte continue, mardi 10 février, un grand spectacle de soutien doit avoir lieu au T.N.B. (Théâtre national de Bretagne) ; le samedi 21 février aura lieu une manifestation régionale. Nous ne sommes pas prêts de céder : Qui sème la misère récolte la colère!

Des libertaires du « Mouvement des chômeurs et précaires en lutte »



En bref

■ Le numéro de février du mensuel *Alternative libertaire* est sorti. Au sommaire : Sauvons une espèce menacée, le pauvre ; La pensée unique ; La Zone ; Droit d'asile ; Pédagogie sociale et projet de société ; Conversation entre Xavier et Chiquet Mawet ; Camp'anar au rapport ; Pendant le naufrage la rigolade continue ; La Colonne de fer, Le testament d'un incontrôlé ; Socialisme, hier et aujourd'hui ; Tierra y Libertad ; Transformer une jacquerie en une révolution ; Solidarité avec le mouvement des chômeurs français. *Alternative libertaire* est disponible par correspondance (20 FF) à la boîte postale 103, 1050 Ixelles 1, Belgique (chèque à l'ordre de Roger Noël).

■ Exposition sur l'éducation libertaire jusqu'au 25 février au Local anarchiste rennais, 9, rue Malakoff, Rennes. Ouvert le mercredi de 15 à 18 heures et le samedi de 15 à 19 heures. On peut aussi y rencontrer les compagnons du groupe « La Commune ». Pour contacter le groupe « La Commune » par écrit : c/o MJC La Paillette, rue du pré de Bris, 35038 Rennes cedex. Vente du Monde libertaire le samedi matin place des Lices de 11 heures à midi.

■ Le groupe Emma Goldman de Bordeaux tient ses permanences les jeudis de 17 à 19 heures et samedis de 15 à 17 heures au 7, rue du Muguet.

■ L'Anarcho n°11 est sorti. Intitulé « Michel Onfray, pour un hédonisme libertaire », c'est un dossier de 42 p consacré à l'auteur de « La politique du rebelle ». On peut le demander à ADCL, B.P. 4171, 06303 cedex 4 Nice. (prix libre).

■ Nouveau point de vente du Monde libertaire à Paris : chaque dimanche sur le marché Bastille-Richard Lenoir de 10 heures à midi.

■ Le groupe de Cherbourg suspend ses permanences ; un nouveau numéro de sa feuille « Le pépin noir » vient de paraître. On peut l'obtenir contre un timbre (ou plus) à : G.R.E.L., B.P. 12, 50130 Octeville.

■ L'Antre anar change ses jours d'ouverture. On peut rencontrer le groupe de la F.A. tous les vendredis à partir de 20 h 30 au 5, rue Jeanne-Arc à Montpellier.

Retrouvez
la Fédération anarchiste sur le web
Radio libertaire, le Monde libertaire
<http://www.altern.org/ta>

TEO: la gratuité à portée de main!

L'EFFET DE SURPRISE ÉTAIT TOTAL VENDREDI DERNIER à Lyon lorsque les radios ont annoncé que le Conseil d'État annule la délibération prise le 19 juillet 1991 par la C.O.U.R.L.Y. (Communauté urbaine de Lyon) à propos de la concession de l'autoroute urbaine T.E.O. (Trans Est Ouest) aux trusts Bouygues et Dumez. D'ailleurs ce n'est pas tant la décision elle-même qui a surpris, mais le fait que le jugement ait été rendu de suite et non mis en délibéré.

C'est un fait assez rare, qui ne manque pas d'être interprété comme mettant en difficulté la droite, alors que le scrutin régional s'annonce difficile pour la liste conduite par Charles Millon, président sortant.

C'est aussi un sérieux coup de pouce donné à Étienne Tête, élu des Verts au Conseil régional, contesté par les militants de base de la région et dont la présence sur les listes régionales de la gauche plurielle est due à une forte pression des instances nationales du parti.

En effet, c'est Étienne Tête qui a engagé la procédure d'annulation devant le Conseil d'État et il en recueille aujourd'hui tous les bénéfices. C'est dans la logique des choses.

Sur le fond, l'annulation repose sur le fait que la C.O.U.R.L.Y. n'a pas engagé un appel d'offre international pour la passation du marché de concession, conformément à la directive européenne du 18 juillet 1989. C'est sans doute un argument solide, mais il est difficile de croire qu'il aurait pesé lourd si T.E.O. s'était révélé une juteuse affaire financière. Or il est aujourd'hui admis par tous que ce périphérique à péage est un fiasco.

C'est un fiasco parce que son tracé ne correspond en rien aux plus importants flux de déplacements de l'agglomération (moins de 45 000 véhicules/jour potentiels sur cet axe) et que par conséquent le marché n'existe pas. Cela explique que le contrat de concession prévoyait de rabattre des flux de circulation sur cet autoroute alors qu'en toute logique il n'y avait aucun intérêt à les faire passer par là, sauf que cela amenait de la clientèle. Et à 16 F le passage ça pouvait rapporter gros.

Rappelons tout de même que cette infrastructure a été financée par les collectivités publiques à hauteur de 52 %, soit 3,2 milliards de francs sur

un budget total d'environ 6 milliards. Encore qu'on ne sache pas vraiment la vérité tant le secret est bien gardé.

Mais ce qui a fait dérailler la machine à faire du fric c'est la réaction spontanée de la population, qui dès la mise en service de T.E.O. a massivement boycotté l'ouvrage.

Sous la pression populaire et les embouteillages monstres provoqués par la canalisation des automobiles vers T.E.O., Raymond Barre a du remettre à 2 fois 2 voies des routes, rouvrir des passages fermés pour que se rétablissent les parcours habituellement empruntés.

Du coup T.E.O. a été vidé, et le trafic quotidien y est estimé à 10 à 12 mille véhicules/jour, soit 2,5 fois moins que ce qu'il faudrait pour qu'il atteigne son seuil de rentabilité. Et depuis juillet, ce boycott

populaire ne s'est jamais démenti. En ce sens la décision du Conseil d'État enlève peut-être une épine du pied de Bouygues en le libérant d'un contrat où il risquait de perdre de l'argent.

Le « Collectif pour la gratuité et contre le racket » créé dès juillet dernier s'appuie sur cette réalité de boycott pour légitimer son action. Les militants des groupes lyonnais de la F.A. sont investis depuis le début dans cette association qui a su mener un travail d'information et d'actions conséquent.

Plus de 600 000 tracts ont été distribués sur la voie publique, plusieurs milliers d'affiches collées, une manifestation de plus de 6 000 personnes organisée, des débats publics dans différentes communes de l'agglomération ont eu lieu et chaque lundi, matin et soir, des opérations péage gratuit menées sur le principal poste de péage.

Et c'est certainement cette volonté de lever les barrières de péage qui a le plus contribué à maintenir la pression sur Raymond Barre et Bouygues. Les menaces et les intimidations sur les militants ont été nombreuses et systématiques, mais rien y a fait.

Cette capacité à relayer politiquement le boycott s'est avérée essentielle. Le Conseil général et la C.O.U.R.L.Y. avaient un autre projet de périphérique à péage appelé T.O.P.

Se rendant compte qu'ils ne pourraient pas désarmer l'opposition au racket, ces deux collectivités publiques ont décidé de geler le projet et de revoir leur copie, alors que les terrains sont déjà acquis et que les travaux se préparaient activement. De fait, c'est tout le schéma de circulation de l'agglomération urbaine qui est à repenser.

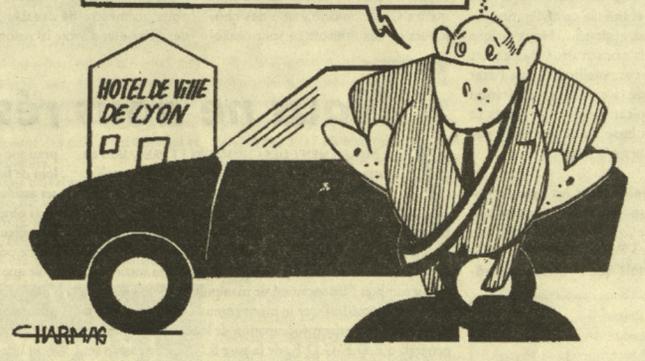
Pour le moment nous savons que Barre est contre la gratuité, et qu'il va essayer de faire accepter un prix réduit sur T.E.O. sous prétexte qu'on ne peut augmenter les impôts.

Le 16 ou le 17 février un Conseil de C.O.U.R.L.Y. devrait se réunir pour définir une nouvelle stratégie commerciale. Cela nous laisse un peu de temps pour organiser une mobilisation suffisante afin de faire comprendre que ce que nous voulons, c'est la gratuité tout de suite. Et c'est bien ce que veulent massivement les Lyonnais.

Bernard. — groupe Déjacque (Lyon)

LES IMPÔTS DEVRAIENT SERVIR À LA GRATUITÉ DES TRANSPORTS

COMMENT CROYEZ-VOUS QUE J'ENTRETIENS MON CHAUFFEUR ET MA SAFRANE?



LCR: de « changer la vie » à changer de vie

L'ES POLITICIENS FONT DU MARKETING. Leurs congrès sont des opérations de communication. En cette fin janvier, en même temps que le R.P.R., ironie de la toute petite histoire, la Ligue communiste révolutionnaire se cherchait un nouveau nom pour mieux se vendre.

La direction avait fait le forçage. Dans son hebdomadaire, depuis deux mois, une tribune ouverte était exclusivement réservée à cette question. À prendre au sérieux les arguments généralement avancés, le plus logique aurait été d'opter pour « Mouvement des radicaux de gauche ». Tout y était, le flou du mouvement, la « radicalité » invoquée et la référence à la gauche, même le terme socialiste pouvant effaroucher. Dommage, le sigle était déjà pris. Ils ont du se replier sur Gauche démocratique et révolutionnaire, qui n'a que frôlé la majorité des deux tiers. Contre son gré, elle demeure L.C.R.

Dépit, Krivine a annoncé. « Le comité central, rajeuni et féminisé, peut très bien décider l'organisation du prochain congrès uniquement sur ce point » (1). Écartée malgré elle de la « gauche plurielle », la majorité de la Ligue est prête à passer en force, quitte à sacrifier la minorité (30 %) (2) arrimée à la tradition léniniste,

pour mieux s'adapter à l'insertion dans la vie publique de la gauche qui bat au rythme des échéances électorales. Mais déjà, ce congrès a analysé des changements significatifs: l'abandon des pseudos, de la période probatoire avant adhésion et du fonctionnement en cellules.

Capitulation ou petite ruse opportuniste?

Certainement, un peu des deux. Depuis l'origine, le courant trotskiste se pense comme un état-major révolutionnaire privé d'armée. Le trotskisme peut se résumer à l'expérimentation de multiples « raccourcis » visant à conquérir des troupes: « entrisme » dans les organisations réformistes pour « radicaliser des minorités combattives » ou tactique de « front unique » visant à « mettre les réformistes au pied du mur ». Il en résulte une schizophrénie intrinsèque du trotskisme: les organisations réformistes sont des alliés qu'il faut amadouer pour mieux les plumer.

Cette pratique du double langage (3) permet de présenter comme relevant de la haute stratégie ce qui n'est vraisemblablement qu'une capitulation politique. Les militants de la Ligue voulaient changer la vie.

Prosaïquement, ils veulent aujourd'hui changer de vie.

Prenant pour exemple *Rifondazione* en Italie, la Ligue appelle de ses vœux la création d'un nouveau pôle à gauche, qualifié de « radical » mais aux contours politiques flous. Du point de vue de la gauche dans son ensemble et du P.S. en particulier, un tel parti n'aurait pas que des désavantages: principalement, il renforcerait les capacités de la « gauche plurielle » à canaliser les mouvements sociaux en partenariat avec le gouvernement (4).

Où va la L.C.R.?

La Ligue à son plan de bataille, il lui manque les troupes. Officiellement, la L.C.R. regroupe 2 000 militants, en réalité peut-être 1 200. Il lui faut des alliés. Dixit Krivine: « une gauche en rupture avec le capitalisme existe dans le P.S., au P.C. et chez les Verts ». Mais Krivine a beau ne pas être très regardant et se plier à toutes les courbettes, les partenaires possibles se défilent.

Le marais de la gauche alternative est en voie d'assèchement, essentiellement au profit des Verts. Selon toute probabilité, les refondateurs ne quitteront pas le P.C., ni la gauche socialiste le P.S. À court ou moyen terme, l'émergence d'un

nouveau pôle à gauche paraît donc peu crédible.

Depuis trop longtemps à son goût, la Ligue cherche désespérément la recomposition de la gauche. Devant l'échec prévisible de son projet et lasse d'attendre, la L.C.R. pourrait bien décider de se saborder pour rejoindre, faute de mieux, l'un des pôles existant.

...au Parti socialiste

Du côté des Verts, la porte est définitivement close, Voynet aurait bien trop peur d'y perdre au passage le contrôle de son parti. À la vue du fonctionnement interne du P.C. et de sa culture militante particulière, l'immersion dans le P.C. offre peu de perspectives politiques.

Par élimination, il reste le P.S. où le terrain est déjà balisé. Ancien numéro deux de la Ligue, Henri Weber est aujourd'hui sénateur et bras droit de Fabius. Mais c'est avant tout dans la Gauche socialiste que la L.C.R. entretient de nombreux relais.

Après avoir quitté la Ligue au début des années quatre-vingt pour rejoindre le P.S., un groupe d'une bonne centaine de militants, autour de Dray, a conservé sa cohésion et constitue encore aujourd'hui l'essentiel des cadres de la Gauche socialiste. Affichant une attitude cri-

tique par rapport au gouvernement, la Gauche socialiste pourrait bien être le rivage où la L.C.R. viendra s'échouer, dans quelques années. D'ici là, des groupes d'éclaireurs impatientés d'obtenir une petite parcelle de pouvoir ne manqueront pas d'ouvrir la voie (5).

Patrick. — groupe Durruti

- (1) *Le Monde*, 3 février 1998.
- (2) Cette minorité prône le rapprochement avec la Voix des travailleurs (une dissidence de Lutte ouvrière) et Alternative libertaire.
- (3) Cet « acquis militant » est un atout indéfinissable pour tous les ex-trotskistes qui décident d'embrasser une carrière politique « traditionnelle ».
- (4) Dans le mouvement des chômeurs, la Ligue a donné des gages de son « attitude responsable ». Aguiton, dirigeant de S.U.D. et d'A.C.I. a rencontré, à plusieurs reprises, Cambadélis, numéro deux du P.S. et ex-éminent trotskiste lui-même mais d'une autre chapelle, pour le rassurer: « Nous ne cherchons pas la crise » *Le Monde* du 18 et 19 février 1998.
- (5) Dernier transfuge en date, Gérard Filoche, dirigeant historique de la Ligue pendant trente ans, a rejoint Julien Dray, son ancien lieutenant, pour devenir, après une rapide « période probatoire », le porte-parole de la Gauche socialiste dans le débat sur les 35 heures tout en se voyant réserver une place éligible sur une liste socialiste lors des prochaines élections régionales.

Arrêt de Superphénix

Une victoire pour le lobby nucléaire!

Qui se souvient encore de Vital Michalon? Parti rejoindre les dizaines de milliers de personnes venues de toute l'Europe signifier leur opposition à la construction du surgénérateur de Creys-Malville, ce jeune professeur de 31 ans trouva la mort lors de la manifestation du 31 juillet 1977, le poumon éclaté par l'explosion d'une grenade offensive lancée par les forces de l'ordre (1). S'il était encore en vie, que penserait-il des manœuvres politiques qui organisent actuellement un aggrandissement de la politique énergétique française sous prétexte de fermer Superphénix?

Il est loin le temps où Valéry Giscard d'Estaing, alors président de la république, prétendait que ce réacteur à neutrons rapides (R.N.R.) allait à court terme donner à la France «une réserve d'énergie comparable à celle de l'Arabie saoudite». Aujourd'hui, dans le contexte de la déréglementation mondiale (2), l'État français, soucieux de ne pas s'engager dans une nouvelle impasse économique, commence à poser les jalons de la fin du tout nucléaire et s'oriente progressivement vers le développement de la cogénération et des énergies dites renouvelables (3). Toutefois il n'entend pas pour autant renoncer à l'atome. Un retour sur l'histoire de Superphénix illustrera à merveille l'entêtement du lobby nucléaire à maintenir coûte que coûte la totalité de son parc.

Superphénix: un drôle d'oiseau

En 1973, dans la foulée de la mise en route à Marcoule (Gard) d'un surgénérateur baptisé Phénix, l'État emboîte immédiatement sur un projet d'un autre surgénérateur cinq fois plus puissant pompeusement nommé Superphénix. Inauguré le 6 septembre 1986, après dix ans de travaux, ce drôle d'oiseau se veut la vitrine de la technologie française. En dépit de la succession d'incidents plus alarmants les uns que les autres, de mises en sommeil régulières, les politiciens de tout bord qui se succéderont aux commandes du pays continueront de soutenir à bout de bras ce gouffre financier, cet échec scientifique patent. En mars 1987, suite à une fuite de sodium dans la cuve de déchargement du combustible usé, cyniquement désigné par le terme évocateur de «barillet», le réacteur est mis hors service pour vingt mois. Puis après un nouvel essai infructueux, Superphénix devra être derechef stoppé en juillet 1990 car une pollution de sodium avait été repérée dans le circuit de refroidissement. En décembre 1990, on apprend que le toit de la salle des machines s'est effondré sous le poids de la neige! Pourtant les dirigeants ne désespèrent pas de redémarrer leur dangereux «joujou». Dès 1992, des voix

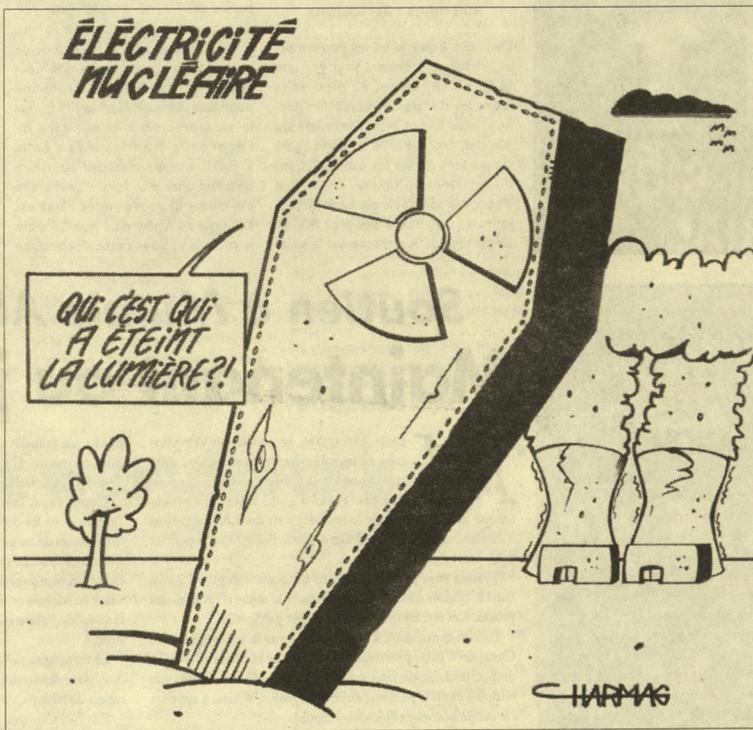
s'élevèrent pour préconiser de transformer ce R.N.R. en un laboratoire de recherche nucléaire, voire en incinérateur d'éléments radioactifs. Tout plutôt que de reconnaître l'incurie de ce projet mégalo-maniaque. Fin février 1994, le gouvernement Balladur leur donne raison et François Fillon, ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche, annonce que cent millions de francs, apportés à part égales par le Commissariat à l'énergie atomique

de sodium et des générateurs de vapeur (il était temps!) ainsi qu'aux dernières opérations sur les réacteurs pour transformer le zoziau nucléaire en sous-générateur, c'est-à-dire faire en sorte qu'il consomme plus de plutonium qu'il n'en produit. Rappelons que l'objectif à terme était de faire de Superphénix un incinérateur de déchets radioactifs aux alentours de 2006, date butoir de la loi Bataille de 1991 sur le traitement des déchets (6).

déchets nucléaires, qui reste la préoccupation majeure des Français. Un récent sondage de B.V.A. prétend que si 70% des Français pensent qu'il faut maintenir le parc nucléaire actuel, ils sont 82% à s'inquiéter de la gestion des déchets radioactifs. Le Conseil d'État décide quant à lui d'annuler, le 28 février 1997, le décret de Fillon qui autorisait le redémarrage de Superphénix devenu laboratoire de recherche. Ce nouvel épisode apporte de l'eau au moulin de ceux qui entendent res-

En effet, les Verts doivent se mordre les doigts d'avoir avalé autant de couleuvres, que ce soit dans le dossier de l'immigration ou celui du mouvement des chômeurs, pour ne remporter en définitive qu'une victoire à la Pyrrhus. La relance des études sur la transmutation des déchets radioactifs par l'intermédiaire du ravalement de circonstance de Phénix, préparé de longue date par le C.E.A. et E.D.F. à coups d'investissements onéreux (plus de 350 millions aujourd'hui ont d'ores et déjà été dépensés; autant devraient l'être) ne leurre pas le monde scientifique qui estime peu probable que cette méthode se substitue au stockage souterrain, qui a la préférence de l'Agence nationale de gestion des déchets radioactifs (A.N.D.R.A.). Même si Yoyo repousse précautionneusement la décision des emplacements des sites d'enfouissement pour éviter de se mettre à dos les opposants et concède à transformer l'un des trois sites pressentis (Gard, Meuse, et Vienne) en sites de stockage en surface, il satisfait aux exigences de déchets et en particulier le site de La Hague si décrit cet été par Greenpeace et la C.R.I.I.-rad. Quoi qu'il en soit, il importe de rester vigilant car Superphénix est encore loin d'être effectivement démantelé. L'opération va s'étaler sur plusieurs années. Force est de constater que dès maintenant cela traîne. Si dans l'euphorie de la victoire de la gauche plurielle, Voynet annonçait le 5 juin 1997 la fermeture et promettait pour la fin de l'année 1997 un «guide d'arrêt», le décret de fermeture définitive ne devrait pas être signé avant l'automne 1998, soit disant pour laisser le temps à l'exploitant de préciser les modalités (10).

Christophe Fétat
groupe May Picqueray



(C.E.A.) et l'agence E.D.F., allaient être consacrés à un «programme d'acquisition de connaissance» sur la production d'électricité, la sous-génération et l'incinération de déchets radioactifs à vie longue. De plus, les deux premiers cœurs de Superphénix allaient être aménagés pour que le surgénérateur en vienne peu à peu à consommer autant de plutonium qu'il en produisait et donc devenir isogénérateur (4). Ce pour un coût supplémentaire de cent vingt millions de francs. Mais à partir de sa remise en route les incidents reprennent. Une fissure apparaît sur une canalisation d'un des échangeurs de vapeur, une carte électronique tombe en panne et un tube d'instrumentalisation explose. La Nersa (5) qui exploite le site n'en demande pas moins le 18 janvier 1996 l'autorisation de faire fonctionner l'installation à une valeur comprise entre 30 et 60% de sa puissance nominale. Le 24 décembre 1996, le surgénérateur est arrêté une fois de plus, pour procéder à des contrôles décennaux sur les cir-

Entre temps, la Cour des comptes épingle la gestion calamiteuse de la Nersa et dévoile que 34,4 milliards de francs avaient d'ores et déjà été dépensés pour un prototype industriel qui n'avait été couplé au réseau électrique que durant une dizaine de mois et avait en définitive dépensé plus d'électricité qu'il n'en avait produit (7). Sans parler des 7 milliards prévisibles pour les frais d'exploitation de 1995 à l'an 2000 et les frais de démantèlement de 27,4 milliards de francs à prévoir. Soit une facture salée de 60 milliards de francs (8). Avant de prétendre qu'il y a des chômeurs qui vivent sur le dos de la société, l'État et les patrons du lobby nucléaire devraient nous rendre des comptes sur cette gabegie financière! En juin 1996, le rapport de la commission Castaing laissait entendre que Phénix serait plus adapté à la recherche que son petit frère de l'Isère, cinq fois plus puissant et par voie de conséquence plus difficile à manipuler, pour mener les études visant à résoudre le problème des

susciter le surgénérateur du Gard. En effet, Phénix avait été mis à l'arrêt en 1990 après que des ralentissements brutaux des réactions du cœur de la centrale aient été constatés à plusieurs reprises, et des fissures repérées sur des tuyauteries des circuits secondaires de sodium. Le C.E.A. qui exploite le site avec E.D.F., a mis en place une vaste campagne de remise à neuf de l'ancêtre de Superphénix au cas où (9)...

Des couleuvres pour les Vert

En annonçant simultanément la fermeture du site de Creys-Malville et la réouverture de Phénix, Jospin gagne sur tous les tableaux. D'une part il peut, aux yeux de l'opinion publique se targuer de respecter les accords électoraux contractés avec la formation de Dominique Voynet et d'autre part contenter les attentes du lobby nucléaire qui malgré un baroud d'honneur savait bien que tôt ou tard il lui faudrait renoncer à son surgénérateur fétiche.

- (1) cf. *Le Monde* du 10 avril 1994 et du 3-4 août 1997; *Courant alternatif*, octobre 1997.
- (2) *Le Monde* des 3 mai 1996, 7 mai 1996 et 13 février 1997; *Libération* du 20 juin 1996.
- (3) *Le Monde* du 8 avril 1997 et 18 avril 1997. La cogénération vise à produire dans des centrales au gaz à la fois de la vapeur pour les installations de chauffages et de l'électricité. Le privé investit énormément dans ce secteur actuellement. Cf l'encart publicitaire de la Lyonnaise des eaux et de Suez publié dans *Le Monde* du 7 juin 1997; *Le Monde libertaire* n° 1108.
- (4) Initialement, le surgénérateur avait pour vocation de transformer l'uranium 238 en plutonium 239 utilisable aussi bien pour l'armement militaire que pour les applications civiles. cf *Le Monde libertaire* n° 1014 du 26 octobre 1995; *Dossiers et documents du Monde* de juillet-août 1995.
- (5) Nersa: Centrale nucléaire européenne à neutrons rapides S.A. qui regroupe E.D.F. (51% des parts) et ses homologues anglais, allemands et italiens.
- (6) Sur le problème des déchets, cf *Le Monde libertaire* n° 1054 du 10 janvier 1996.
- (7) A l'arrêt, Superphénix consomme l'équivalent d'une ville de 40 000 habitants. cf *Silence* n° 203, avril 1996.
- (8) *Libération* du 5-6 octobre 1996.
- (9) *Le Monde* 16-17 mars 1997.
- (10) *Libération* 3 février 1998.

ESPAGNE

Le partage de la richesse et la semaine de 35 heures

ON PARLE BEAUCOUP CES jours-ci de la semaine de travail de 35 heures. Le gouvernement du Parti populaire s'est vite décidé à considérer ce moyen comme peu réalisable avec un résultat douteux. L'exemple français si proche et à la fois si lointain dans son application sera pris comme exemple par le patronat européen afin d'évaluer les

bénéfices que cette mesure pourra lui apporter. La loi française qui passe en ce moment à l'Assemblée nationale n'apportera pas de solutions importantes au fléau du chômage puisqu'elle ne s'attaque pas aux origines et aux conséquences du chômage. Effectivement, le chômage est un facteur qui aide le capitalisme à flexibiliser et obtenir de plus grands

bénéfices du travail des salariés. Plein emploi et grands bénéfices des entreprises ne doivent pas aller ensemble, au même titre que l'axiome sur lequel se sont créés les dernières réformes espagnoles du travail, à savoir « plus il y a de bénéfices pour l'entreprise, plus il y a création d'emplois fixes », et qui s'est effondré évidemment à la lumière des données sur les embauches ; les mesures à la française qui créent une diminution du temps de travail consentie entre patrons et syndicats n'amèneront pas grand chose.

Nouvelles réformes : nouvelles régressions.

Dans une Espagne où les entreprises et les banques chaque jour gagnent plus, où se suivent au pied de la lettre les diktats du libéralisme économique quant à la flexibilité du marché, avec laquelle les travailleurs supportent toutes les contradictions du système capitaliste, il y a plein d'accords salariaux qui se font toujours au détriment des plus faibles. Le partage de la richesse est la seule

solution possible pour remédier à l'injuste distribution des revenus que nous subissons, et dont le chômage n'est rien de plus qu'une des conséquences de cette inégalité. La C.N.T. demandait en 1979 une réduction de la semaine de travail jusqu'à 35 heures. Aujourd'hui, cette mesure serait faible parce qu'elle ne nous aiderait pas à satisfaire la principale demande sociale de notre société. De nos jours, si réellement il existe un intérêt pour les gouvernements pour en finir avec les souffrances des chômeurs, cela nécessiterait une réduction de la semaine de travail à 30 heures, couplée avec un avancement de l'âge de la retraite et la fin totale des heures supplémentaires, des contrats précaires (intérim, C.D.D...). Tout le contraire donc de ce qui est imposé à travers la dernière réforme du travail, réforme pour laquelle aussi bien le F.M.I., que le vice-président et ministre de l'économie Rodrigo Rato et la C.E.O.E. ont été d'accord pour dire qu'il faut aller plus loin. « Le marché est celui qui gouverne et l'État est celui qui administre ce que lui dicte le marché ». Sous cette déclaration

de principe de la pensée unique de fin de siècle, se trouve bel et bien une réalité que l'on cache aux travailleurs en tentant de leur faire croire que leurs efforts, leurs sacrifices, amèneront, encore une fois dans un futur toujours plus lointain, des résultats positifs pour l'économie de leur pays.

Des grands patrons de la banque d'Espagne à ceux de la banque mondiale, tous connaissent très bien les mesures qui mettraient fin à l'inégalité sociale.

Toute disposition comme celles adoptées lors de la rencontre sur l'emploi à Luxembourg, qui ne rendront pas une part des richesses à la classe sociale qui apporte sa force de travail et grâce à laquelle les nababs accumulent de grandes fortunes, est vouée à l'échec, sinon à la satisfaction de plus grands bénéfices pour ce sacro-saint marché que les économistes politiques situent au-dessus du bien et du mal, et qui ne doit rendre compte ni à dieu ni au diable.

Traduction d'un article du mensuel de la CNT



3^e Conférence de la jeunesse anarchiste de langue italienne

Le vendredi 12 décembre s'est ouverte à Livourne la 3^e Conférence de la jeunesse anarchiste. Cette date est très significative pour l'histoire récente du mouvement anarchiste de langue italienne.

Ce jour-là, en 1969, l'État italien utilisait les services secrets et les fascistes pour freiner la progression du mouvement ouvrier et révolutionnaire, élaborant la stratégie de la tension et s'acharnant avec férocité sur les anarchistes. Pendant ces dures journées, 200 anarchistes furent arrêtés, contrôlés, conduits dans les commissariats. Parmi eux se trouvait le camarade Giuseppe Pinelli qui fut précipité par la fenêtre du quatrième étage du commissariat de Milan. La 3^e Conférence de la jeunesse anarchiste s'est donc ouverte par le souvenir de ces événements. Il y eut successivement le salut de la Fédération anarchiste italienne, de la rédaction de « Comunismo libertario » et du délégué de l'Union locale de Lyon de la Fédération anarchiste française.

La Conférence a connu la participation des villes suivantes : Milan, Trieste, Reggio Emilia, Parme, Carpi, Pise, Rosignano Marittimo, Florence, Corregio, La Spezia, Massa.

Le débat a porté sur l'approbation de textes relatifs à l'organisation du travail, à l'école, à l'antimilitarisme et aux droits sociaux.

L'assemblée plénière a ensuite pris la décision de nommer quatre observateurs sur chacun de ces thèmes pour permettre une meilleure circulation des informations, des contacts. Il a été de plus décidé de publier un bulletin de liaison qui rende compte de l'action des individus ou des groupes engagés sur le terrain de la jeunesse pour préparer le premier congrès constitutif d'une organisation de jeunesse anarchiste qui se tiendra l'année prochaine dans un lieu à définir.

La jeunesse anarchiste de langue italienne s'engage donc rapidement vers la construction d'une organisation spécifique.

Au niveau international, il a été ensuite décidé de faire parvenir le bulletin de liaison aux camarades français et espagnols avec lesquels nous sommes en contact.

L'adresse du bulletin de liaison est la suivante : Collectif Zero in Condotta, Via Degli Asili 33, 57100 Livorno

abonnez-vous!

Soutien à Mumia Abu Jamal Maintenant ou jamais!

MUMIA ABU JAMAL, journaliste noir américain, ex-membre des Panthères noires, a été condamné à mort pour le meurtre du policier Faulkner en 1982 suite à un procès truqué mené par le juge Sabo, adhérent du même syndicat d'extrême droite (l'Ordre fraternel de la police) que le policier tué.

Mumia Abu Jamal clame son innocence depuis 15 ans, dans le couloir de la mort, en espérant la tenue d'un nouveau procès. Cet été, les événements se sont précipités.

La condamnation à mort repose sur le témoignage de Cynthia White, prostituée présente sur les lieux le soir du drame, déclarée décédée par Sabo depuis 1995. Un nouveau témoin, Pamela Jenkins, amie de Cynthia White, a apporté cet été de nouveaux éléments « troublants » :

- Elle affirme que son amie a reçu des menaces de la part de la police pour accabler Mumia en contrepartie de quoi elle ne fut jamais emprisonnée malgré douze arrestations entre 1982 et 1987, date à laquelle on perdit sa trace ;

- En 1995, Pamela Jenkins est le témoin clé d'une affaire de policiers « ripoux » qui en conduira six en prison. Elle révélera plus tard que deux d'entre eux étaient présents lors de la mort de Faulkner ;

- Pour finir, elle affirme avoir vu Cynthia White (déclarée décédée en 1995) en mars 1997, en compagnie de policiers.

Ce nouveau témoignage ne peut que renforcer notre détermination. Il confirme, si besoin était, la ténacité de l'État américain à éliminer les militants révolutionnaires. Le programme Cointelpro du F.B.I. destiné à éliminer les mouvements radicaux à la fin des années 60 semble toujours d'actualité. Les États-Unis ne peuvent s'accommoder de ceux qui ont tenté ou tentent encore de briser le leurre de l'« american way of life » et du capitalisme triomphant en dénonçant leur société policière, leur racisme intrinsèque et leurs inégalités sociales.

La situation juridique de Mumia reste très préoccu-

pante, un mandat d'exécution peut être signé à n'importe quel moment. Il ne resterait alors qu'un ultime recours devant la cour fédérale des États-Unis.

Pendant, la mise à la retraite du juge Sabo révèle l'espoir pour les défenseurs de Mumia, de plus la campagne internationale en sa faveur ne cesse de grandir. La tenue, le 6 décembre, par un symbolique tribunal populaire international, d'un contre-procès fut le point culminant de cette mobilisation. Mumia et ses défenseurs le savent et le répètent, seule la pression internationale permettra la tenue d'un nouveau procès.

La campagne de lettres et de fax auprès des autorités continue, pour demander la tenue d'un nouveau procès, et la libération de Mumia.

Pdr Bill Clinton, The White House, 1600 Pennsylvania Ave. N.W. Washington D.C. 20500. U.S.A.
Fax : (00) 120204561111.

Governor Tom Ridge, Main Capitol Building, room 225, Harrisburg, PA. 17120, U.S.A.

Bien sûr, l'argent reste le nerf de la lutte. Les enquêteurs pour retrouver les témoins coûtent cher, tous les dons sont donc les bienvenus. Les personnes désireuses d'apporter une contribution financière peuvent envoyer un mandat international ou un chèque en dollars à l'ordre de The bill of right Foundation (mention M.A. Jamal) : Comité to save Mumai, 163 Amsterdam avenue, n°115, New York, NY10023-5001, U.S.A.

Dans le cadre de la campagne de soutien à Mumia, le groupe F.A. de Montpellier a édité des T-shirts frappés d'un panthère noir bondissant et du texte : États-Unis, États racistes, non à la peine de mort, sauvons Mumia Abu Jamal.

Le prix de vente est de 50 F (+ 8 F de port), chèque à l'ordre de groupe F.A. Montpellier. Tous les bénéfices seront envoyés à la défense de Mumia Abu Jamal.

Le Comité de soutien à M.A. Jamal : c/o Antre anar, 5, rue Jeanne-d'Arc, 34000 Montpellier.



LECTURE Le manuel du Goulag Jacques Rossi

«Pendant soixante-dix ans, le Goulag a servi de laboratoire secret au régime soviétique, qui a pu ainsi y pratiquer des expériences sociopolitiques sur des millions de cobayes humains dans le but de créer une société idéale : garde à vous et pensée unique. C'est la raison pour laquelle la connaissance du Goulag est fondamentale pour l'étude du totalitarisme communiste. Las, pas un seul sociologue n'y a fait un stage!»

L'HOMME QUI ÉCRIT CES LIGNES dans la courte présentation d'un livre exceptionnel (1), Jacques Rossi, a passé dix-neuf années au Goulag et cinq autres assigné à résidence en Sibérie. Agent du Komintern en 1928, à l'âge de 19 ans, envoyé successivement dans plusieurs grandes villes européennes où il remplit sans sourcil son rôle de soldat de la révolution, Jacques Rossi opère en Espagne durant la guerre civile. C'est là, comme nombre de ses collègues de l'Internationale des agents de l'ombre, qu'il reçoit l'ordre de rentrer à Moscou, où les purges, en cette année 1937, vont bon train. Jugé pour « espionnage », il sera condamné, et débutera alors un emprisonnement qui ne prendra réellement fin que vingt-quatre années plus tard.

Contrairement à beaucoup de victimes du régime soviétique issues du sérail, Jacques Rossi a l'honnêteté et la pudeur de ne pas jouer les innocents ébahis qui, invariablement, font commencer le dévoiement du bel idéal au jour de leur arrestation.

Revenu du froid, l'« espion » Jacques Rossi va établir, à partir des témoignages de ses compagnons d'enfermement, de l'étude approfondie des textes juridiques réglementant les systèmes pénitentiaires tsariste et soviétique, grâce aussi à une mémoire prodigieuse qui lui permet d'enregistrer les milliers de termes composant le vocabulaire argotique des camps, une sorte de dictionnaire terrible et captivant, ouvrage qui occupera, de par la somme d'érudition et d'informations qu'il délivre, une place à part et de tout premier plan dans la littérature consacrée au sujet.

Publié à Londres, en langue russe, en 1987, puis en anglais deux ans plus tard, « Le manuel du Goulag » aura attendu dix années pour voir le jour en France, dix années avant que la collection « Documents » du Cherche-midi Éditeur, dirigée par Pierre Drachline, nous propose cette incomparable visite guidée de l'enfer concentrationnaire communiste sous la houlette d'un accompagnateur hors pair ayant chèrement payé le privilège de nous instruire.

Pour renvoyer à la niche les sommités intellectuelles autodéalinisées ayant soutenu ce régime de terreur, insultant et calomniant quiconque « désespérait Billancourt » en clamant la vérité, on trouvera la liste, dressée par l'auteur, de cinquante-trois ouvrages rédigés entre 1919 et 1938 décrivant déjà une réalité qui ne deviendra difficilement évidente que bien plus tard pour les aveugles volontaires et les faussaires, lorsque Soljenitsine aura ouvert la brèche.

Pour compléter cette lecture édifiante, on lira, avec un mélange d'effroi et de plaisir, un recueil de courts textes du même auteur (2). Effroi, parce qu'il y est question de la vie en camp, avec l'extrême violence, l'horreur et la perversité autoritaire qui la caractérisent, mais plaisir aussi, car Jacques Rossi y fait preuve d'un talent de conteur incontestable, réussissant parfois à glisser dans ce témoignage bouleversant un humour délicat qui n'enlève rien, bien au contraire, au drame désespérant de ces millions de vies brisées par une dictature bureaucratique froide et criminelle.

Jean Robin

(1) « Le manuel du Goulag », de Jacques Rossi. Le Cherche-midi Éditeur, collection « Documents ». En vente à la librairie du Monde libertaire, 145 F (+ frais de port).

(2) « Fragments de vies. Vingt ans dans les camps soviétiques », de Jacques Rossi. Édition Elikia. En vente à la librairie du Monde libertaire, 145 F (+ frais de port).

à la petite semaine

Les rabatteurs (suite)

« La gauche est contre la droite. » C'est par ce type de déclaration, où un sens aigu de l'observation le dispute à une profondeur de pensée abyssale, qu'on reconnaît, pourvu qu'elle soit assénée de façon péremptoire et au bon moment, les grands leaders désireux d'entraîner leur formation politique stagnante dans une rénovation sans précédent. Mais se limitant à un simple constat, de fortes paroles de ce calibre, aussi originales soient-elles, ne sauraient revêtir un caractère historique que suivies aussitôt par des propos constructifs d'une folle audace, porteurs d'un grand projet nouveau susceptible de faire naître un enthousiasme de masse.

Ce fut le cas lors du récent congrès de la Ligue communiste révolutionnaire, au cours duquel son principal porte-parole, Alain Krivine, après avoir rappelé opportunément cette opposition fondamentale entre les deux grands pôles classiques de la politique française, que seule une poignée de chômeurs manipulés ne parvient pas à percevoir, s'est proposé de « rassembler au sein de la gauche ses composantes radicales et anticapitalistes ».

Hélas, il a fallu dans ce dessin grandiose, qu'une tendance très minoritaire de cette organisation, arc-boutée sur des conceptions d'un autre âge, soit venue ralentir cette marche en avant formidable en ne permettant pas à la L.C.R. de changer de nom. Car, faute de pouvoir s'appeler désormais Rassemblement pour la Révolution, qui donnerait un sigle déjà pris et conservé par une grande formation opérant elle aussi une difficile rénovation, nos mutants trotskistes auraient pu opter, en parfaite conformité avec leur nouveau programme, pour Parti socialiste unifié. Il ne manquait même pas ces quelques désolants guignols se réclamant de la pensée libertaire et constamment collés aux basques de cette prétendue avant-garde, éclairée hier, un peu éteinte aujourd'hui, qui n'a trouvé comme solution à sa survie que la mise en route d'un remake de *La Recomposition de la gauche radicale*, ce navet dans lequel le P.S.U. fit naguère illusion avant de sombrer dans le néant et l'oubli.

Il doit bien se trouver dans les tiroirs de bureau d'un ancien militant de cette organisation défunte quelques communiqués officiels appelant à voter pour la gauche molle au deuxième tour. Ce serait gentil de sa part de les faire suivre aux responsables de la future L.C.R. relookée. Il n'y aura que les dates à changer.

Floréal

CINEMA

End of violence. Wim Wenders

Wim Wenders avait présenté son film à Cannes, en compétition, mais après l'accueil mitigé de la critique et du public, il avait décidé de remonter son film. C'est la deuxième fois qu'il prend une telle décision. La première fois, il avait complètement refondu son montage de « Nicks Movie », un film consacré à l'ami Nicolas Ray, un des grands cinéastes maudits d'Hollywood, pour qui ce film était une dernière occasion de rendre compte de sa vie de cinéaste et de nous livrer aussi le journal douloureux d'un homme acculé à la mort, car rongé par la maladie. « End of violence » est à la fois un rêve fou – qui renvoie à bien d'autres films de Wim Wenders, creuser les zones noires de l'humain, finir par savoir pourquoi il y a tant de violence dans le monde, dans le cœur et le corps des hommes – et puis, comme de bien entendu, une enquête policière sur la disparition d'un homme dont la mort violente avait été programmée. Au milieu de ces considérations hautement philosophiques ou basement policières et politiciennes se trouve un homme quasiment dans les étoiles, il est installé dans un observatoire, pour surveiller la ville de Los Angeles de nuit et de jour... C'est lui, en premier, qui découvre une drôle d'image. Elle va mettre en marche la mécanique et enclencher le déroulement des histoires qui s'enchevêtrent, se rencontrent, se fuient et se heurtent dans ce film.

Vous aurez compris : ce n'est pas la simplicité qui caractérise « La Fin de la Violence ». Le sujet nous renvoie donc incontestablement à toutes les déclarations de Wim Wenders, à sa foi d'homme en des images qui changeraient et le regard du spectateur et les images du monde, et pourquoi pas le monde.

Mais ce n'est pas un film intellectuel. Un film d'action, où il y a des poursuites, des gangsters, des gadgets électroniques, de superbes images, des stars : Andie MacDowell, Gabriel Byrne, Bill Pullman et beaucoup d'autres. Toutes les catégories d'images sont intégrées au film et ont leur importance. La petite blague de l'extraterrestre qui regarde les images sur les T.V. des humains et s'esclaffe « mais qui interrompt sans arrêt mon film ? » correspondrait assez bien aux réactions possibles du spectateur dérouter par tant de virtuosité. Happy end garanti, l'avenir appartient aux damnés de la terre!

Heike Hurst - Fondu au Noir (Radio libertaire)

Arsène Lupin : un caractère sur le divan *

Gérard Guasch est médecin psychosomaticien, psychanalyste, analyste reichien et libertaire. Il habite Mexico depuis 1982.

Lorsqu'il résidait en France, il a fondé l'École reichienne de Paris et l'Institut Wilhelm Reich. Il est le concepteur de l'analyse reichienne, une thérapie psychanalytique, corporelle, émotionnelle, respectueuse de l'individu et prenant en compte les données socio-économiques.

C'est dans cet esprit qu'il allonge Arsène Lupin sur le divan. Au début, nous avons l'impression d'aborder une critique littéraire classique. Peu à peu, sans que nous y prenions garde, le ton change. Nous voyons grandir avec un troublant réalisme notre sympathique petit Lupin. Les premiers larcins se produisent.

La vérité historique est rigoureusement respectée. Nous en arrivons à ne plus très bien savoir où nous en sommes. Nous avons le sentiment que

le gentleman cambrioleur a réellement existé. Sa vie se mêle à celle de ses contemporains. Il rencontre Freud, à Vienne, et entend une psychanalyse avec lui. Malheureusement, un incident entre le thérapeute et son patient met fin à cette utile entreprise.

Gérard Guasch ne s'arrête pas là. Toujours à Vienne, il suit Lupin jusque dans le cabinet de Wilhelm Reich. S'ensuit une nouvelle analyse, qui permet à l'auteur de nous offrir sur un plateau un superbe diagnostic de l'insupportable Arsène. Nous laisserons au lecteur le soin de le découvrir par lui-même.

Maurice Leblanc, le « père » d'Arsène Lupin, s'est, dit-on, inspiré d'Alexandre Jacob pour créer son personnage. D'où la question habituelle, pour tous les exégètes de la « lupinographie », Arsène était-il anarchiste? Gérard Guasch nous donne son sentiment, à l'issue d'un débat contradictoire net et sans appel. Lupin pourrait-il dire comme Jacques Lacan, dans son séminaire XVII, « L'envers », en 1969 : « Je ne suis ni libertaire, ni anar, ni contestataire, ni progressiste »...

Les effets miroir de ce beau livre sont tellement séduisants et vertigineux que nous en venons à nous poser cette question : Arsène Lupin n'aurait-il pas une identité de plus, en utilisant le pseudonyme de Gérard Guasch, pour faire encore une fois parler de lui?

Jacques Lesage de la Haye

*Gérard Guasch, éd.L'Harmattan. 168 p. 90 F. En vente à la librairie du Monde libertaire.

RADIO LIBERTAIRE • 89.4 MHZ

vendredi 13 février à 14 h 30 :

Jazz en liberté : Sir Rolan Hanna trio en public (1981) ; Cédric Piromalli triade (1997) ; Chick Corea trio (1968).

samedi 14 février à 19 heures :

Pas de quartier : « Partageons les richesses ! » avec des chômeurs et précaires du 18^e arrondissement.

samedi 14 février à 23 heures :

L'Harmonie du monde : Kurt Weil.

lundi 16 février à 19 h 30 :

La mémoire sociale : « Le livre noir du communisme » avec deux des auteurs

mardi 17 février à 8 h 30 :

Bouliba'session : émission spéciale Yaya Yanvi.

mercredi 18 février à 10 h 30 :

Blues en liberté : Le Country blues des années 1930.

LYON

Les chômeurs s'invitent à bouffer!

LA MOBILISATION et les actions des chômeurs continuent sur Lyon malgré les tentatives de recadrage autour de la question des 35 heures lors de la journée d'action du mardi 27 janvier. Ce jour même, en marge de la manifestation syndicale de la matinée, le collectif d'action des chômeurs avait appelé à un rassemblement-vin chaud en fin de journée, en plein centre ville, à quelques pas de l'ancienne A.N.P.E. occupée début janvier. Les 400 à 500 personnes présentes avaient alors montré leur détermination à continuer le mouvement spécifique des chômeurs, en haussant même clairement le ton. Les slogans, tout comme les prises de paroles et les discussions, témoignaient d'une radicalité et d'une conscience anticapitaliste claire, pour beaucoup acquise au cours de cette lutte.

Depuis, des assemblés générales continuent à se tenir au rythme de deux à trois par semaine, réunissant à chaque fois entre 100 et 200 personnes. Celles-ci ont pour objectif de tenter de structurer le mouvement sur le long terme et d'organiser des actions « coup de poings ». Afin de pérenniser le mouvement deux initiatives d'importance sont à noter. D'une part la mise en place, en grande partie à l'initiative de jeunes chômeurs d'origine maghrébine, d'une « commission banlieues ». Celle-ci a élaboré son propre tract, qui a été distribué à plusieurs milliers d'exemplaires dans les banlieues lyonnaises afin de populariser le mouvement des chômeurs et inciter les individus à ne pas rester isolés mais à rejoindre la lutte. Il est d'ailleurs important de voir que la dernière phrase du tract est « Pour que personne n'agisse à notre place, pour l'autonomie des luttes! ». D'autre part le collectif des chômeurs a en grande partie orienté ses actions sur la question des transports. Dans la dernière semaine de janvier, à deux reprises, plus d'une cinquantaine

de personnes ont occupé les lignes de métro, bloqué les oblitérateurs de plusieurs stations et distribué de nombreux tracts aux usagers aux cris de « transports gratuits pour les chômeurs! ». Ces actions se sont faites dans un climat assez tendu car à chaque stations nous devions faire face à une forte présence des flics et de nervis des Transports en commun lyonnais (T.C.L.).

Des restos du chômeur

Enfin, comme la lutte ouvre bien souvent l'appétit, à l'image des chômeurs parisiens qui ont occupé le Fouquet's, à la sortie de la première action transports gratuits le jeudi 30 janvier, le collectif s'est invité au restaurant. Le choix du restaurant ne fut pas neutre. C'est à plus d'une cinquantaine que nous avons poussé la porte de « Léon de Lyon », célèbre bouchon, symbole de la grande cuisine lyonnaise mais aussi de l'inégalité capitaliste. Une fois installé nous avons en effet pu nous rendre compte que le prix du menu moyen du soir tournait autour de 700 F et qu'une bouteille de vin pouvait atteindre 4 100 F!

Après un refus, des menaces d'évacuation par la police, devant notre détermination, le rapport de force imposé et certainement par crainte de voir une évacuation porter atteinte à son établissement (matériellement et moralement), le patron (qui emploie trente salariés) se résigna à nous servir un repas copieux et fort arrosé en tenant néanmoins d'en tirer partie lorsque la presse arriva. Fort de ce succès, la semaine suivante, le mardi 4 février, ce fut au tour de la « Brasserie Georges » (célèbre brasserie à choucroute) d'être investie par les chômeurs. Là aussi l'opération fut menée à bien et tout le monde sorti une nouvelle fois fort repus.

On vous l'avait bien dit que seule la lutte paye... et nourrit!
David. - groupe. Durruti (Lyon)

NICE-MARSEILLE-VITROLLES

Manifestations antifascistes

NICE LE 31 JANVIER, Marseille le 4 février et Vitrolles le 7, les manifs contre le F.N. ont débuté dans le Sud avec l'approche des élections régionales. A Marseille, 4 000 personnes défilèrent pour gueuler leur haine du F.N. Il faut se souvenir qu'il y a un an (le 11 mars), une manif anti-F.N. avait été dispersée par les C.R.S. plutôt violemment (des procès sont toujours en cours). Les orgas (du P.C.F. à Ras l'Front, en passant par la C.F.D.T. et SOS-Racisme) avaient décidé de partir du Vieux-Port pour terminer au Cinéma de la Madeleine, lieu des « incidents ». Bref un cortège d'anciens combattants.

Une fois sur place, nous discutons avec les camarades du Scalp et de la C.N.T.-Vignoles de l'éventualité d'un débordement du service d'ordre, afin de marquer notre désaccord avec la symbolique du lieu de dispersion (nous étions là contre le F.N. et

non pour commémorer un matraquage). Pendant nos palabres, un groupe de keupons prend l'initiative, nous embrayons, entraînant environ 200 personnes. Des responsables C.F.D.T. tentent de nous « raisonner », bizarre ils y renoncent... Petite satisfaction, nos drapeaux noirs sont les derniers, plus de banderoles, rien, les orgas n'ont pas l'air de nous soutenir... Les keufs ne nous stoppent pas (ils ont dû recevoir des ordres depuis l'année dernière). A quelques centaines de mètres du lieu du meeting, un cordon de C.R.S. nous stoppent, nous sommes environ une centaine. Devant l'impossibilité d'un débordement, nous nous dispersons.

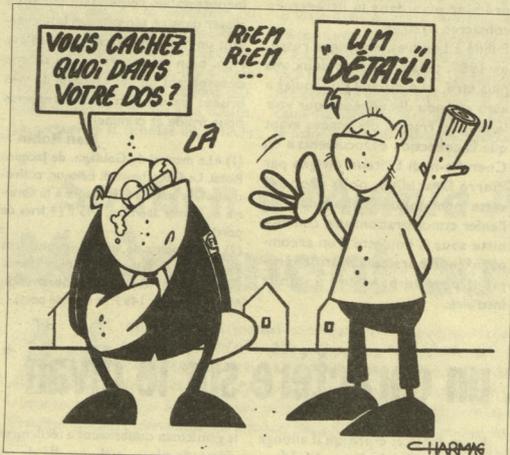
En fin de semaine, rendez-vous à Vitrolles pour « fêter » une année de gestion F.N. Triste bilan selon Ras l'Front: suppression des aides aux chômeurs (transports gratuits, bons alimentaires...), licenciement massifs

et illégaux (150 personnes), fermeture de centres aérés, de classes de découverte, du « Sous-Marin », dépenses pour la police municipale, les « Ninjas » (2 000 par uniforme) dont les membres ne sont pas souvent recrutés localement mais proviennent des D.P.S. ou sont des anciens skins, embauche d'employés « sûrs » (famille ou encartés F.N.), tentative d'achats de voix avec la prime à la naissance B.B.R.

La manif a été moins importante que les deux précédentes mais il y avait une forte présence libertaire (Scalp, FA-Marseille, des camarades toulonnais et lyonnais de la F.A. et de la C.N.T.-Vignoles). Nous avons alimenté la manif de slogans radicaux refusant tout discours restrictif sur l'antifascisme: « Derrière le fascisme se cache le Capital, la lutte doit être radicale », « C'est pas les immigrés qu'il faut virer, c'est le capitalisme qu'il faut éliminer », « Être français on s'en fout, on veut plus de frontière de tout ». La solution proposée par Ras l'Front (PS et plus si affinités) est le vote. Point. En tant qu'anarchistes nous rejetons leur slogan « Ne pas voter, c'est voter pour eux ». Mais voter pour les autres, c'est approuver la barbarie capitaliste et l'asservissement étatique.

Aussi, c'est dès aujourd'hui qu'il faut non seulement résister mais encore lutter, non pas contre un parti politique mais contre tout ce qui génère inégalité, oppression et barbarie. La lutte antifasciste ne peut se dissocier d'une lutte pour de meilleures conditions de vie, pour l'égalité sociale, pour la solidarité, contre le Capital et contre l'État, contre tout système qui peut engendrer des monstres totalitaires, c'est une lutte pour un projet social d'égalité entre tous et de liberté pour tous.

Stéphan. - groupe de Marseille



RENNES

Qui sème la haine récolte la colère

POUR LA VENUE de Bruno Mégret à Rennes le 24 janvier, plus de 5 000 personnes se sont mobilisées pour dénoncer et refuser la montée du fascisme. En Bretagne, cette mobilisation est primordiale car le Front national y fait des scores électoraux peu élevés, mais il montre une volonté farouche de s'y implanter en multipliant les interventions publiques et en brillant encore et encore sa haine de l'étranger.

Toute la gauche dans la rue ?

De la gauche à l'extrême gauche en passant par leurs associations satellites du style S.O.S.-racisme et les syndicats, tous ont appelé à descendre dans la rue (même le M.R.G.), en tentant d'écarter les anarchistes de l'organisation de la manifestation. Sans doute les trouvent-ils trop présents sur le terrain en ce moment, notamment autour du mouvement des chômeurs et précaires. Pourtant, à part S.O.S.-racisme qui a mobilisé beaucoup de lycéens, la plupart de ces partis politiques, PS. et Verts en tête, brillaient par leur absence dans la rue.

Une police complice

Le cortège se caractérisait par son esprit joyeux et festif, mais aussi ferme et déterminé; en tous cas sans agressivité ni volonté de violence. Pourtant tout a dégénéré dès que la tête de la manifestation s'est heurtée au cordon de C.R.S. qui barrait l'accès au meeting du F.N. (qui soit dit en passant n'a rassemblé que 80 notables locaux). Un commissaire de police ceint d'une écharpe tricolore a ostensiblement provoqué les manifestants et ordonné la

charge des C.R.S. Tout s'est alors passé très vite, la manifestation s'est retrouvée noyée sous un déluge de lacrymos et la police a procédé au « nettoyage » de la place en arrêtant au passage cinq ou six jeunes.

Loin de désarmer, les manifestants se sont regroupés et ont continué à dénoncer le F.N. et la police complice, ainsi qu'à manifester dans les rues de Rennes avec la même volonté et tout autant d'entrain. Quelques heures plus tard, la manifestation s'est terminée par un rassemblement... devant l'hôtel de police pour exiger la libération des manifestants arrêtés. Ceux-ci ont été jugés en saisine directe dès le lundi suivant et condamnés à des peines avec sursis.

Le bilan de cette manifestation est largement positif, d'une part du fait de la mobilisation de la population et aussi d'autre part par le comportement des manifestants, qui n'ont pas cédé aux provocations de la police. Il n'y a pas eu de casse en ville au grand désappointement de la presse et autres médias.

Les anarchistes, en dehors de leur capacité à mobiliser sur ce terrain (S.C.A.L.P., Ras l'Front, F.A., C.N.T. ont pris la tête de la manif) peuvent faire deux constatactions. D'abord, comme prévu, la gauche et les Verts sont dans l'incapacité de mobiliser quelque force que ce soit pour faire face au F.N. et la population rennaise l'a bien compris. Ensuite, nous assistons à cette logique policière qui veut absolument transformer les manifestants en délinquants en leur attribuant une violence qui n'est du fait que de la police elle-même. On peut assister à ce même phénomène lors des évacuations brutales des chômeurs et des précaires occupant les A.S.S.E.D.I.C. et autres lieux.

F.D. - groupe La Commune (Rennes)

A G E N D A

jeudi 12 février

NIMES: Le groupe du Gard de la Fédération anarchiste vous invite à une réunion publique sur le thème « Partage du travail-partage des richesses » à la salle 2 hall 2 du centre Pablo Neruda. Entrée libre.

samedi 14 février

VILLENEUVE-D'ASC: Le comité anti-expulsion organise à partir de 17 heures à l'espace concorde-cosiméri, une fête de soutien à Patrice Bardet et Christine Eme en prévision de leur procès. Au programme: concert, buvette et rencontres... Pour tous renseignements: comité anti-expulsion: 03 20 47 40 44.

vendredi 20 février

MONTPELLIER: le groupe de organise un débat: « l'exclusion, alibi de notre société » à 20 h 30 à l'Antre anar 5, rue Jeanne-d'Arc.

samedi 21 février

RENNES: Manifestation régionale des chômeurs et précaires en lutte à partir de 15 heures, place de la mairie.

LYON: L'Union locale Lyon de la Fédération anarchiste vous invite à un débat sur le thème « femmes et travail » à 15 heures à la librairie la plume noire (19, rue Pierre Blanc, 1er). Le débat sera introduit par la projection d'une vidéo sur la grève des ouvrières de Maryflo.

Samedi 7 mars

VILLEURBANNE: L'Union Régionale Rhône-Alpes de la Fédération anarchiste vous invite à la 5^e édition de la « Journée libertaire » de 10 à 23 heures au CCO (39, rue Georges Courteline). Au programme: Débats, tables rondes, films, expositions, table de presse, buvette et restauration. En soirée théâtre avec la troupe Tsek sur « Makhno, une histoire des paysans insurgés d'Ukraine » puis musique et danse. PAF 50 et 30 F. Pour tous renseignements: librairie la Plume noire (19, rue Pierre Blanc 69 001 Lyon, Tel: 04 72 00 94 10).